

Bulletin du Comité d'Entreprise Européen d'EDF

Édito

Le Groupe EDF en Europe : Un groupe Industriel ou Financier ?!!!

C'est la question que se pose la CGT après la dernière séance du Comité d'Entreprise Européen. Dans cette période où profit des actionnaires rime avec plan d'austérité pour les ménages, les grands groupes de l'Énergie ont aussi un rôle social du local jusqu'au niveau européen. D'après la CGT, le groupe EDF, bien qu'entreprise à but financier, se doit d'être responsable et transparent auprès de ses salariés. Malheureusement, aujourd'hui, vos représentants sont inquiets... En effet, en séance plénière du CEE, la direction n'affiche pas clairement ses stratégies, joue la montre et ne répond que très peu aux exigences de l'instance. Cette séance est un moment d'échange très attendu par les représentants des filiales européennes du groupe EDF. Comprendre la stratégie et ses impacts sur l'emploi était un des objectifs de vos représentants CGT. Cependant nous ne pouvons accepter de telles attitudes de strict minimum, de « politiquement correct » ou encore de dénigrement de la part de nos directions. Cela a donc conduit le CEE à une séance pour le moins tendue !

Pour exemple, nous apprenions par voie de presse qu'EDF va signer un accord d'exclusivité pour la cession de ces 49% dans SSE, filiale Slovaque, à la société Tchèque EPH. EDF serait motivée simplement parce qu'elle ne contrôle pas la société ! A l'heure où notre entreprise affiche un très bon résultat et que, durant 10 ans, beaucoup d'efforts ont été consentis par les salariés pour les résultats du groupe. Nos collègues représentants du personnel Slovaque ont accusé sévèrement la nouvelle pendant leur séjour à Paris pour ce comité.

De plus, plus d'un milliard d'euros d'économies devront être réalisées, soit 5% de baisse sur les achats de toutes les entreprises du groupe EDF, dans le cadre d'un certain programme SPARK (Voir communiqué du CCE et du Comité de Groupe). Des économies qui se feront sur les charges externes, ou par renoncement à des projets. Cependant, pour les représentants des filiales étrangères il s'agit d'un programme de réductions financières qui vient s'ajouter aux autres !!! Nous ne sommes également pas dupes et tout un chacun sait que souvent plan de réduction des coûts est synonyme, à terme, de plans sociaux internes ou externes chez les sous-traitants. D'ailleurs, parallèlement, nous sommes forcés de constater que dans les filiales étrangères, les plans sur l'emploi sont plus que jamais d'actualité : suppression de postes, transfert vers des sociétés privées et stimulation des départs volontaires...

En outre, malgré le manque cuisant de visibilité sur La stratégie d'EDF, nous avons bien compris que le groupe n'hésitera pas à renoncer aux investissements programmés et envisage très sérieusement de stopper deux de ses grands projets Européen Ruda et Hinkley Point en attendant que l'effet crise s'estompe et que le débat sur la transition énergétique en France se termine. Mimétisme ou pas ? EDF semble s'inscrire discrètement dans le même mouvement que les grands énergéticiens européens à savoir chercher des marchés porteurs bien loin des frontières européennes...

Quel sera le marché de l'énergie de demain si les énergéticiens européens s'en détournent ? Quelle politique énergétique l'Europe pourra-t-elle développer si les différents acteurs n'ont d'intérêt QUE pour ce qu'elle leur rapporte ? Quel sera le prix à payer pour les salariés et pour le consommateur final ?

Vos représentants CGT a cette séance :

Delphine Charvieux (UCF ERDF-GRDF)

Fabrice Coudour (EDF DPIH)

Patricia Freymann (ES Energies)

Fabrice Guyon(EDF CNPE Chinon)

Christophe Hinsky (EDF CNPE)

Pascal Lambomez (EDF CNPE Golfch)

Céline Maschinot (EDF Branche Commerce)

Dominique Raphel (EDF)

Laurent Salvat (EDF DPIT)

Les sujets développés dans ce journal vous montreront que nous avons de bonnes raisons de nous inquiéter et d'œuvrer en permanence pour maintenir au sein du groupe les objectifs d'intérêt général ainsi que la défense des salariés!

VENTE DE SSE (SLOVAQUIE)



H Progljo :

« ... Ce ne sont pas les comptes qui doivent faire la stratégie du groupe... la finance est là pour servir la stratégieLa finance n'est pas là pour contraindre la stratégie »

Cette phrase prononcée par notre PDG lors de ce comité n'a malheureusement eu aucun impact dans la décision d'EDF annoncée la veille du CEE de céder les 49% d'actifs qu'elle détient dans la société SSE en Slovaquie. Devant cette décision le comité d'entreprise européen a voté une résolution unanime pour demander la tenue d'un comité extraordinaire sur cette cession.

La stratégie en Slovaquie d'EDF se résume à cette phrase prononcée par Me LAIGNEAU : « Notre stratégie est de ne pas être minoritaire car cela ne permet pas à EDF le contrôle de la société ».

Voici les quelques éléments données par la direction concernant cette cession.

Le repreneur, la société EPH s'est engagée :

- **au respect et à la mise en œuvre des accords collectifs existants à SSE**
- **à la conduite des pôles RH du plan 2012-2014 et du conseil de surveillance (avec 3 représentants syndicaux).**

L'acquéreur est tenu d'adhérer aux dispositions du pacte actuel entre actionnaires : EDF et le gouvernement slovaque et sur le plan stratégique en cours.

Les élus ont obtenu, dans le respect de l'accord du CEE et de l'accord RSE du groupe :

- la tenue d'une session extraordinaire prévue en septembre,
- l'engagement d'avoir les recommandations faites par un cabinet conseil parisien à l'origine semble-t-il de nouvelles suppressions d'emploi non programmées dans le plan stratégique initial voté par le gouvernement slovaque et les syndicats

La direction, estimait que pour les salariés, il n'y a pas de changement d'employeur puisqu'EPH reprend les parts d'EDF sans changement donc il n'y pas lieu de consulter le comité d'entreprise Européen.

L'enjeu de la session extraordinaire est double :

- permettre à nos collègues slovaques de bénéficier d'une prolongation de leur accord de garanties collectives qui se termine fin 2013 afin de leur permettre de renégocier avec le nouvel acquéreur. Sans cela, rien ne garantit la pérennité des emplois dès 2014.
- Pousser le groupe à être cohérent dans ses engagements sur sa responsabilité sociale au-delà de la Slovaquie.



Igor PISTIK de la délégation Slovaque

Stratégie Du Groupe

Le Groupe EDF est plein d'ambition quant à la compétitivité ou à la performance, mais lesquelles ?! Aujourd'hui, il est difficile de comprendre et d'analyser la stratégie réelle des dirigeants de l'entreprise. Ce que l'on constate, ce sont des faits ! Bon nombre de centrales thermiques mises sous cocon, réalisation d'investissement de développement dans les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) ou la Turquie car le taux de croissance y est à 2 chiffres, mise en place de programmes de réduction des coûts éventuellement synonymes de plans sociaux déguisés, cession d'actifs en Europe, etc.... Fantastique ligne de conduite si l'on parlait d'une entreprise à caractère uniquement financier !!

Pour la CGT, la finalité n'y est plus ! Il est primordial que notre groupe s'inscrive dans de vraies démarches sociétales et responsables car en continuant sur la voie actuelle, ce seront bien les salariés et les consommateurs finaux qui payeront un lourd tribut. Il faut revenir à une stratégie d'investissements industriels de croissance en Europe et sortir de cette démarche purement capitaliste vouée à enrichir l'actionariat

L'Europe affiche une révision nécessaire de la politique énergétique, un groupe de l'envergure d'EDF doit s'y inscrire pleinement. En effet, il ne suffit pas d'afficher une stratégie industrielle « commerciale ! » pour faire bonne figure !!! Pour exemple, on ne peut se targuer d'une réduction de la production émettrice de CO² si elle implique indirectement une importation de MWh « sur carbonés » en provenance de l'Allemagne.

Pour la CGT, l'entreprise EDF en France comme à l'étranger doit revenir à une vision industrielle et non financière. Et pour cela concrétiser des actes tels que : le développement et la construction de moyens de production décarbonés, l'utilisation de ressources combustibles alternatives et/ou renouvelables, etc... Il est grand temps de prendre une place dans le mix énergétique européen hors de toutes spéculations et d'impulser un pôle public de l'énergie responsable..

EMPLOI ET FORMATION

L'actualité étant conséquente, le dossier emploi formation n'a pas pu être abordé durant cette séance. Nous notons cependant que dans le dossier adressé le groupe EDF déploie une politique de l'emploi marquée par 4 orientations :

- Le maintien des compétences dans les secteurs stratégiques avec une phase de recrutement anticipant les départs en retraite ou en réponse aux besoins de se mettre dans le respect de la loi,
- Une politique systématique de recherche de productivité aux dépens des salariés du groupe dont les effectifs sont en baisse continue depuis 2006 à périmètre constant
- Un abandon des filiales jugées non stratégiques à court terme telles que les filiales en Hongrie ou en Slovaquie qui se traduit par un refus d'engagement dans le maintien de l'emploi via une politique de formation en anticipation,

- Un développement des situations de l'emploi précaire hors conventions collectives.

Les 3 derniers aspects favorisent la précarité sociale et les politiques de réorganisation au détriment des salariés. Nous souhaitons une réorientation des priorités sociales par l'ouverture d'un échange approfondi sur ces questions :

- La couverture de tous les salariés par une convention collective
- Les conditions d'anticipation des réorganisations et restructurations des sociétés du groupe

Lors du débriefing intersyndical, les élus CGT ont proposé à l'ensemble des délégations l'organisation d'un débat spécifique sur ces enjeux lors de la prochaine session et émis le souhait de mandater le Groupe de Travail Garanties Collectives pour préparer ce dossier en amont et élaborer des propositions.

Stratégie de la zone Europe Continentale

Comme nous l'avions mentionné dans notre dernier article, l'ambition qu'affichait EDF ces derniers mois d'être le premier électricien mondial, avec un recentrage en Europe afin d'être un opérateur de référence intégrant l'ensemble des métiers (production, réseau, optimisation-trading, commerce) au service des pays et de leurs citoyens n'est plus d'actualité. Aujourd'hui un seul mot d'ordre « ECONOMIE » avec deux orientations :

- Le projet SPARK visant à réduire les coûts d'achat de 5%
- Une réduction des effectifs dans les PECO avec des objectifs draconiens :
 - Pour la Hongrie cela se traduit par la diminution de 13% de l'effectif d'ici juillet,
 - Pour la Pologne, c'est 200 personnes qui partiront d'ici fin 2013,
 - Pour la Belgique, c'est plus de 120 personnes qui partiront d'ici 2015.

Pour la délégation CGT, les priorités données par le groupe dans la rétribution des actionnaires (+14%) au détriment des politiques salariales est une injustice qui dément les déclarations du groupe sur son éthique.

Les salariés des filiales étrangères, quelle qu'elles soient, doivent arrêter de payer le prix de cette stratégie hasardeuse. Nous avons la responsabilité de nous réapproprié notre avenir en imposant une autre politique centrée sur le respect du travail, l'intérêt général et le progrès humain. Nous considérons qu'il est indispensable qu'un groupe du secteur de l'énergie qui réalise des bénéfices d'exploitation et qui se veut socialement responsable conduise une politique d'emploi s'appuyant sur un dialogue social respectueux des salariés.

Ce sont les salariés qui créent la richesse d'une entreprise et non l'actionariat !!!!

Groupe de Travail comptes consolidés

Animé par la CGT

La délégation CGT a rappelé à la tête du groupe que la politique actuelle qui consiste à rétribuer le capital à tout prix n'est pas tenable. En effet, le groupe est dans l'obligation d'emprunter pour rétribuer les dividendes !

A cela le groupe ne peut pas seulement faire porter la responsabilité au Conseil d'administration et donc l'Etat actionnaire principal. **En effet, c'est bien une décision du groupe d'augmenter cette année de 10 centimes le montant de distribution des dividendes. Cette décision du groupe est l'équivalent de 2 % de masse salariale ou encore plus de 2600 emplois / an !**

La CGT rappelle que ce n'est pas au personnel d'être la variable d'ajustement. Le groupe EDF doit rester un groupe industriel et assumer sa responsabilité sociale et ne pas devenir une entreprise dont le seul pilotage serait financier !



L'Enquête d'engagement « MY EDF »

Cette Enquête réalisée par la direction du groupe dans le but de « renforcer l'implication des salariés » sera réalisée tous les ans.

Bien que, de leur point de vue, cette enquête est plutôt positive, Il ne faut pas oublier que 40 % du personnel n'y a pas participé et que les résultats français sont parmi les plus négatifs. Il ressort également, en l'Italie, un manque important de visibilité sur les projets à venir.

Nous regrettons l'absence de retour au sein des unités et les plans d'action que compte réaliser la direction.

La CGT dénonce le fait que les moyens investis pour améliorer les conditions de vie et de travail du personnel ne soient pas à la hauteur de ce projet.